

Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre clos le 31 mars 2019



FIERA CAPITAL

Contents

Faits saillants financiers.....	1
Mode de présentation et déclarations prospectives.....	5
Vue d'ensemble	7
Événements importants	9
Événements postérieurs à la date de clôture	10
Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds.....	11
Résultats financiers	15
Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits.....	17
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	24
Résultat net	27
Mesures non conformes aux IFRS	28
Situation de trésorerie et sources de financement.....	35
Paiements fondés sur des actions	41
Transactions avec des parties liées	45
Contrôles et procédures.....	46
Instruments financiers	47
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	52
Nouvelles normes comptables	54
Facteurs de risque.....	56

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Le présent rapport de gestion, daté du 9 mai 2019, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 mars 2019 et pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Faits saillants au 31 mars 2019 et pour le trimestre clos à cette date

Les résultats de la période considérée rendent compte de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, la nouvelle norme portant sur les contrats de location entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019. L'adoption de cette norme est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. La principale incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location*, sur les résultats financiers du premier trimestre de 2019 de Fiera Capital est le changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées.

La Société a réalisé des produits de 142,8 millions de dollars au premier trimestre de 2019, pour une hausse de 22,8 millions de dollars, ou 19 % comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, et un BAIIA ajusté¹⁾ de 38,8 millions de dollars, en hausse de 10,0 millions de dollars ou 35 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ainsi, conformément à ses objectifs de croissance et de rentabilité, la marge du BAIIA ajusté de la Société a augmenté, passant de 24,0 % au premier trimestre de 2018 à 27,2 % au premier trimestre de 2019, dont une tranche de 1,8 % est attribuable à la diminution de la charge locative des suites de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Après un quatrième trimestre volatil, le premier trimestre a été caractérisé par une remontée des marchés boursiers mondiaux. La solidité des marchés des capitaux a sensiblement contribué à la hausse de 6 % des actifs sous gestion au cours de la période, ainsi qu'à l'augmentation des produits. Par ailleurs, les nouveaux mandats remportés au premier trimestre l'ont été dans des stratégies présentant des points de base plus élevés que ceux des mandats perdus, contribuant favorablement aux marges de la Société.

Enfin, la plateforme de stratégies de placement privé alternatives a poursuivi sa croissance rapide au premier trimestre : la Société a annoncé l'acquisition d'Integrated Asset Management (« IAM »), un des chefs de file canadiens de la gestion de placements alternatifs, ce qui devrait ajouter environ 3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et de capital engagé pour Fiera Financement Privé Inc. et Fiera Immobilier; et a conclu un partenariat avec EllisDon, un des groupes de construction les plus prospères et expérimentés, ce qui permettra à Fiera Infrastructure de déployer du capital avec plus d'efficacité. La demande se maintient pour ce type de produits, car nos clients profitent d'une catégorie d'actifs unique présentant des flux de trésorerie stables et récurrents et un faible degré de corrélation avec les fluctuations habituelles du marché.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 28, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

Faits saillants financiers

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour la période des douze derniers mois close le 31 mars 2019.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	Douze derniers mois ²⁾	T1 31 mars 2019	T4 31 déc. 2018	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017
Actifs sous gestion	141 100	144 861	136 675	143 475	139 389	131 360	128 901	123 003	125 658
Total des produits	563 089	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349
BAIIA ajusté ¹⁾	147 462	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020	28 480
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	26,2 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(9 373)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,54	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,10)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	1,10	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,52	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,10)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	1,08	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 28.

Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

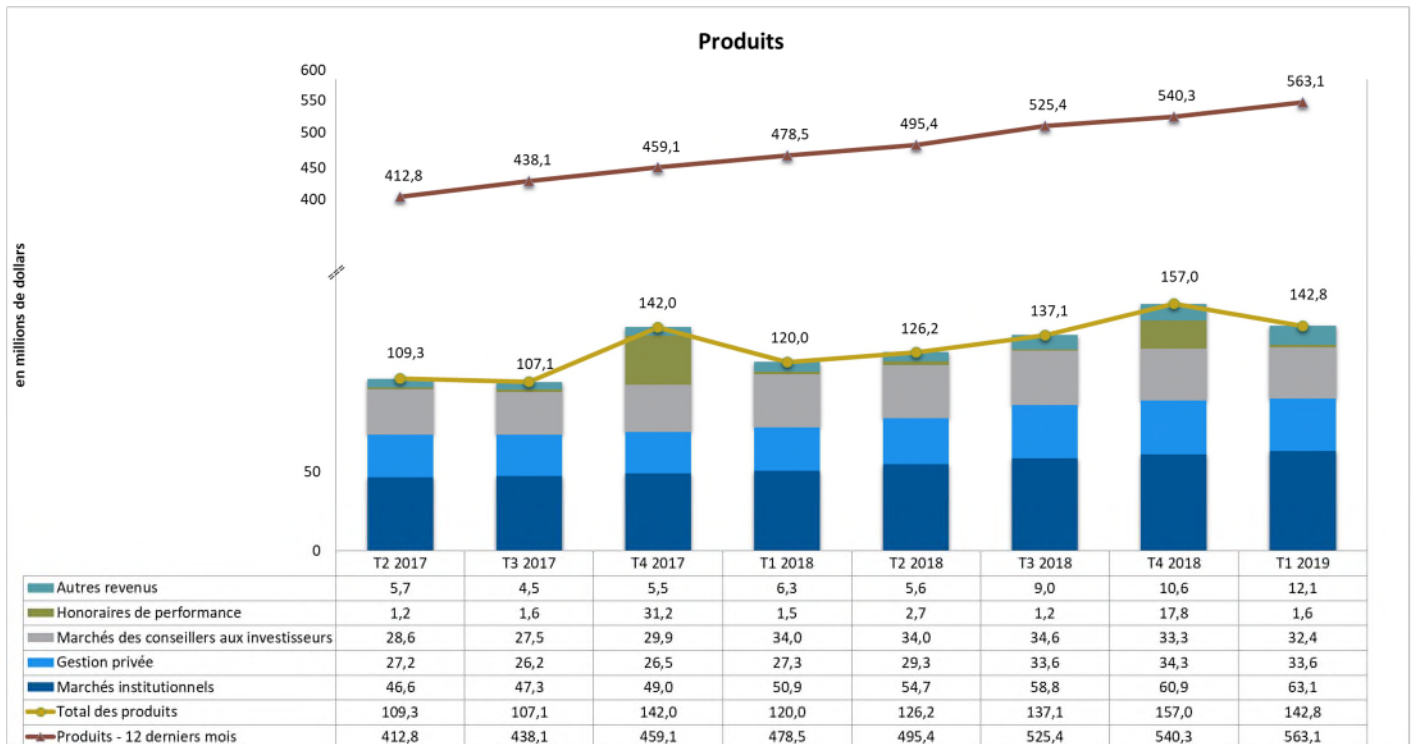
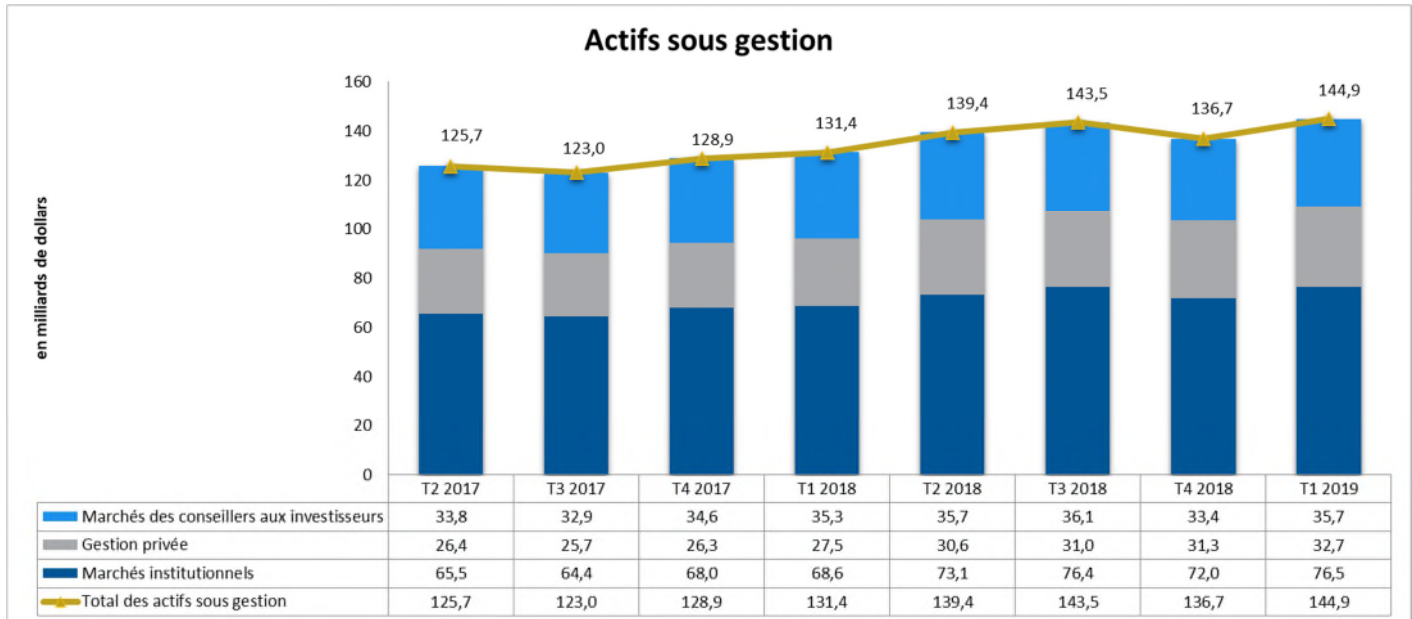
²⁾ Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Faits saillants financiers

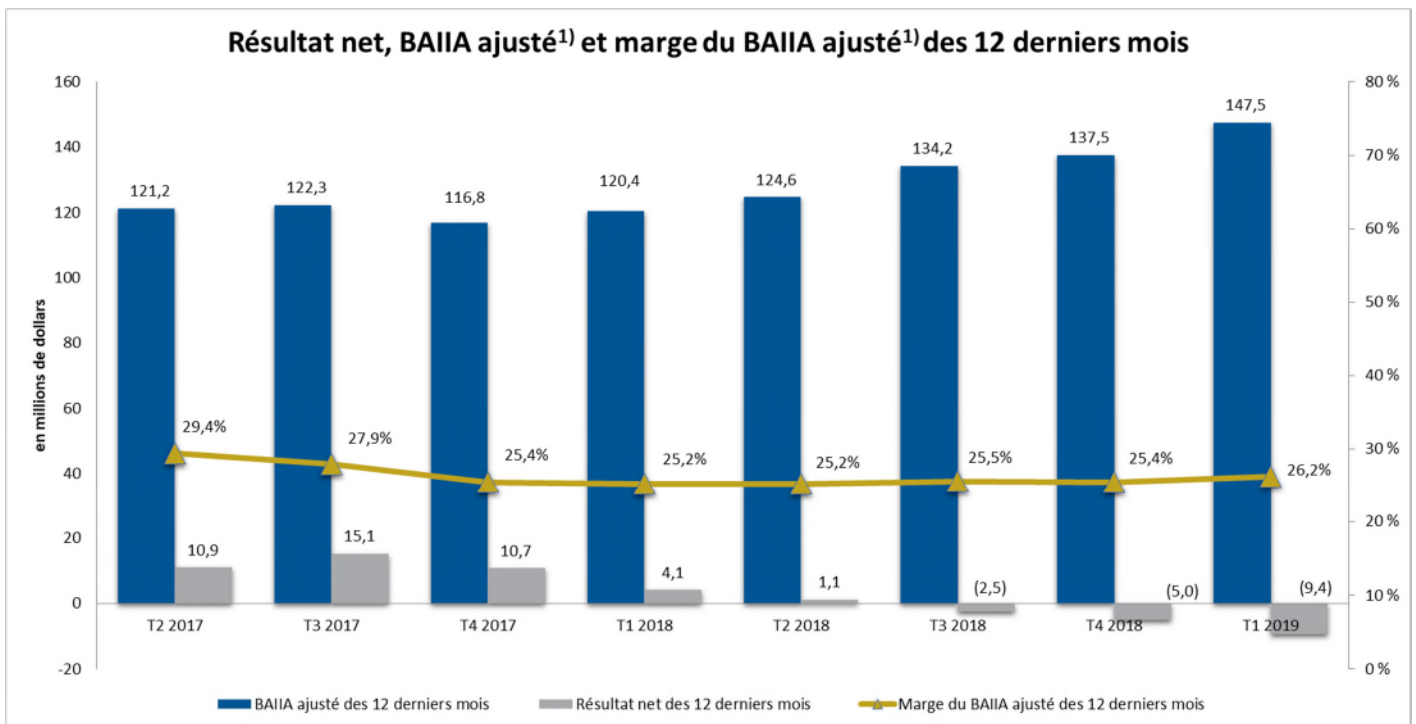
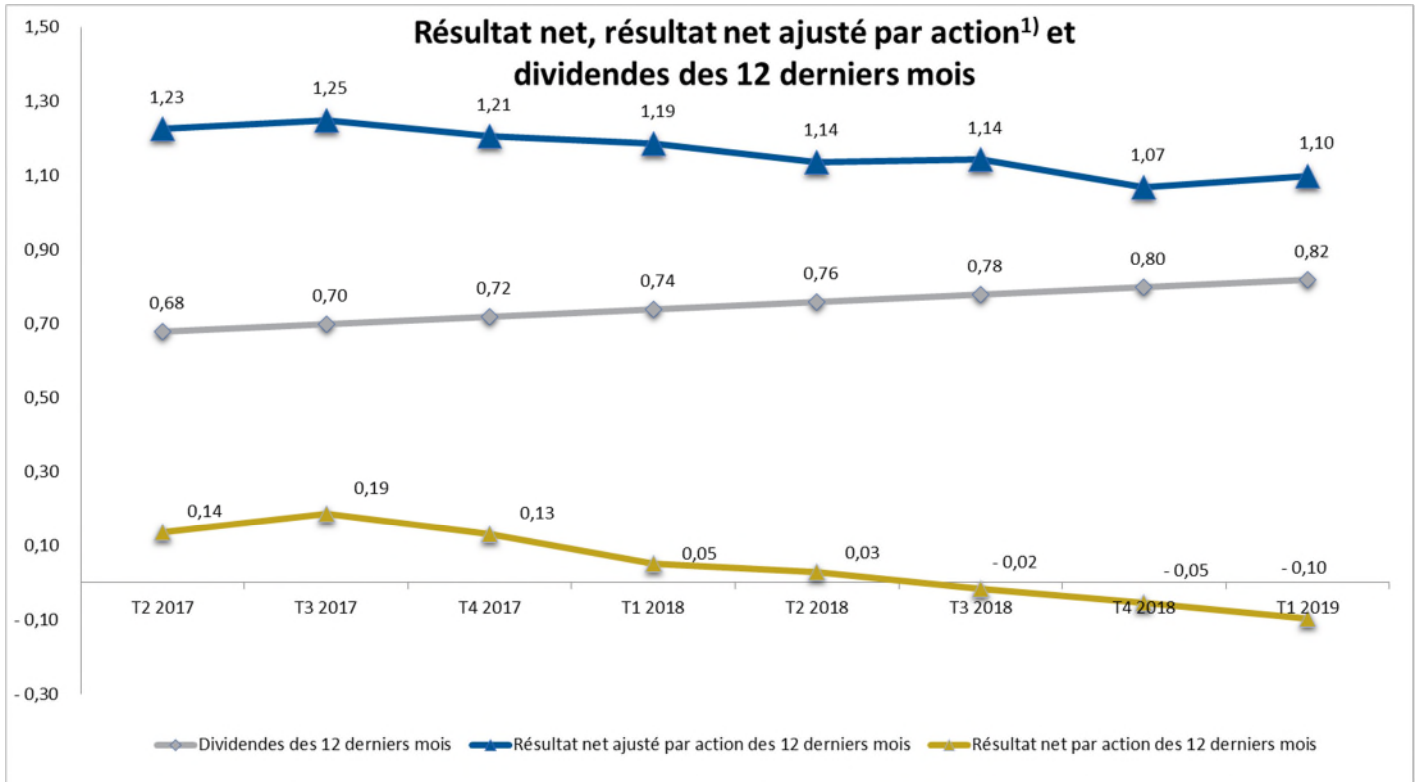
Tendances des actifs sous gestion et des produits

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹⁾ et les dividendes pour les 12 derniers mois.



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 28.

Faits saillants financiers



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 28.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les méthodes de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹⁾, le BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾ et le résultat net ajusté par action¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 28.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à 144,9 milliards de dollars au 31 mars 2019. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche unique en matière de placement de la Société prend appui sur son riche héritage canadien, sur sa présence internationale grandissante et sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires. Son modèle intégré offre aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. La Société est d'avis qu'il existe de nombreuses approches à la gestion des stocks, des obligations et des placements alternatifs.

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.

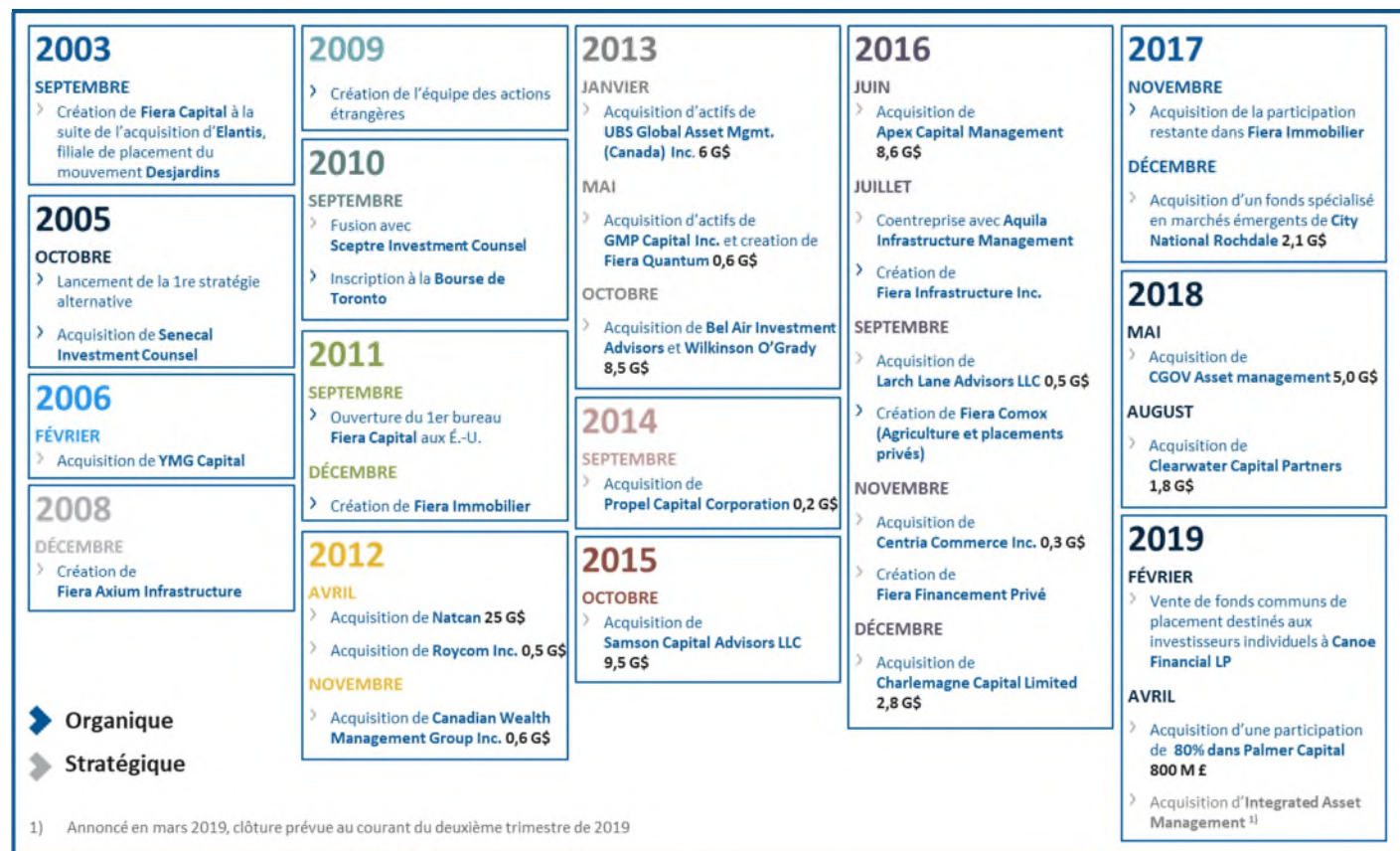
Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds communs de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. Jusqu'à la clôture de la transaction de Canoe le 22 février 2019, la Société gérait également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises depuis la création de la Société en 2003.



ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Reprise des marchés boursiers mondiaux au premier trimestre** – Après une fin d'exercice volatile en 2018, le premier trimestre de 2019 a été marqué par une reprise des marchés boursiers à l'échelle mondiale alors que les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine se sont amoindries et que la Réserve fédérale a adopté une rhétorique accommodante à l'égard de la hausse des taux d'intérêt. Les obligations de sociétés à rendement élevé et les marchandises ont également connu une reprise.
- **Renforcement de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives avec l'acquisition d'Integrated Asset Management Corp. (« IAM »)** – *le 22 mars 2019*. L'acquisition annoncée d'IAM devrait ajouter plus de 3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et de capitaux engagés à la plateforme de stratégies de placement privé alternatives de la Société. L'équipe des placements liés à la dette privée d'IAM sera intégrée à Fiera Financement privé et l'équipe de l'immobilier industriel se joindra à Fiera Immobilier
- **Stratégie pour déployer des capitaux avec efficacité au sein de la plateforme d'infrastructure** – *le 29 janvier 2019*. Fiera Infrastructure a annoncé qu'elle avait conclu un partenariat à long terme avec EllisDon (le « partenariat »), l'un des groupes de capitaux de construction les plus prospères et expérimentés par l'entremise duquel la Société fera l'acquisition de la participation d'EllisDon dans son portefeuille existant de dix projets en partenariat public-privé (« PPP »). Le partenariat a été constitué en octobre 2018, l'acquisition des deux projets a été conclue au premier trimestre de 2019 et une troisième acquisition devrait être conclue au deuxième trimestre de 2019.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Conclusion d'une convention de distribution et établissement d'un partenariat stratégique avec Natixis Investment Managers (« Natixis »), l'une des plus importantes sociétés de gestion d'actifs mondiales – le 9 mai 2019.** La Société a annoncé qu'elle a conclu une convention de distribution avec Natixis, une société de gestion globale d'actifs en activité dans 38 pays et dont la valeur des actifs sous gestion s'élève à 924,5 milliards de dollars américains. Aux termes de la convention de distribution, Fiera Capital offrira les stratégies de placement de Natixis aux clients institutionnels, de gestion privée et aux conseillers aux investisseurs au Canada, et en retour, Natixis proposera les stratégies de placement de Fiera Capital aux marchés internationaux. Dans le cadre de la convention, Natixis a également acquis une participation de 11,0 % dans Fiera Capital.
- **Expansion des stratégies immobilières avec la conclusion de la transaction avec Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital ») – le 3 avril 2019.** La Société a conclu l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital. Il s'agit de la première acquisition par Fiera Capital d'une société de gestion de placement immobilier à l'extérieur du Canada et de sa deuxième acquisition sur le marché du Royaume-Uni. Palmer Capital compte plus de 800 millions de livres sterling en actifs sous gestion et gère un montant additionnel de 260 millions de livres sterling par l'entremise de coentreprises et devient ainsi la division britannique de Fiera Immobilier.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU RENDEMENT DES FONDS

Revue des marchés

Après une fin 2018 hostile, les conditions des marchés des capitaux se sont substantiellement améliorées au cours du premier trimestre de 2019. En réponse à un certain nombre de vulnérabilités économiques et financières mondiales, de nombreuses banques centrales d'importance ont capitulé très tôt en 2019 et ont adopté une rhétorique de plus en plus accommodante qui a ultimement dissipé la crise de confiance et s'est traduite en reprise pour les actifs plus risqués.

Les marchés boursiers mondiaux se sont réajustés et ont affiché des résultats impressionnants au cours du premier trimestre de 2019 grâce à la rhétorique accommodante de nombreuses importantes banques centrales et à l'optimisme renouvelé eu égard à un possible accord commercial entre les deux plus grandes économies mondiales, facteurs ayant tous deux ravivé la confiance des investisseurs au début de l'exercice. La reprise a été généralisée à l'échelle mondiale, la plupart des grands marchés boursiers recouvrant leurs pertes de la fin de l'exercice 2018 et affichant des résultats exceptionnels pour le trimestre dans son ensemble. Les marchés boursiers américains ont affiché un élan haussier remarquable, le S&P 500 affichant son meilleur trimestre de la décennie, alors que les actions canadiennes ont également prospéré grâce à l'importante remontée des prix du brut et à la reprise largement attendue dans le secteur de l'énergie. À l'étranger, les actions européennes ont également débuté l'exercice en force et ont entièrement effacé les pertes du quatrième trimestre, bien que la croissance mondiale et les préoccupations en matière de commerce aient nui aux actions japonaises et aient quelque peu modéré les marchés développés à l'échelle internationale. Enfin, les bourses des marchés émergents étaient en hausse grâce à certains signes de stabilisation économique en Chine, alors que des développements constructifs en matière de commerce et une rhétorique prudente de la Réserve fédérale américaine ont maintenu les actions à flot dans le monde en développement.

Les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats positifs au cours d'un trimestre caractérisé par des grands titres annonçant une inversion de la courbe de rendement ayant suscité des craintes de récession alors que la rhétorique accommodante soutenue des grandes banques centrales a entraîné la migration des investisseurs vers la sûreté des obligations. Les courbes de rendement se sont aplanies (et dans certains cas, se sont inversées), le recul des rendements des obligations étant observable dans l'ensemble du spectre des échéances et pour l'ensemble des régions. La plus grande variation a été observée pour le long terme. Les obligations nord-américaines d'une durée de dix ans sont retournées au niveau de 2017, alors que les obligations allemandes affichaient un rendement négatif pour la première fois depuis 2016 (et se négociaient en deçà de leurs contreparties japonaises). À court terme, les rendements ont subi moins de pression après que la Réserve fédérale américaine a annoncé qu'elle demeurerait sur la touche pour le reste de l'exercice 2019, véhiculant le même message accommodant que celui des importantes banques centrales, dont la Banque du Canada, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon. Enfin, les obligations de sociétés et les obligations à rendement élevé ont connu des rendements supérieurs à ceux des obligations gouvernementales, le retour de l'appétit pour le risque entraînant la baisse des écarts de taux au cours du trimestre.

Perspectives économiques

Pour l'avenir, nous nous attendons à ce que l'économie mondiale atteigne un niveau plancher et renoue avec une croissance accélérée tout au long de l'exercice 2019, particulièrement si les forces externes qui ont miné la confiance se dissipent comme prévu. En effet, notre optimisme est motivé. Bien que le secteur manufacturier ait subi les contrecoups du climat de peur persistant lié aux échanges commerciaux, le pan local et axé sur les services de l'économie mondiale demeure bien ancré dans la croissance. Par ailleurs, nous nous attendons à ce que la combinaison de l'adoucissement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et de la stabilisation de l'économie chinoise induite par des politiques suffisent à raviver l'économie mondiale pour l'exercice en cours. Bien que cet environnement d'inflation non menaçante permettra aux banques centrales d'adopter une approche prudente de la normalisation future à court terme, nous sommes d'avis que les pressions inflationnistes se réaffirmeront et permettront aux banques centrales de reprendre leur normalisation des politiques monétaires ultérieurement en 2019, toutefois à un rythme très progressif pour faire en sorte de ne pas nuire à la trajectoire de l'économie.

Globalement, le scénario d'une expansion mondiale simultanée devrait se réitérer en 2019, grâce aux stimulations déflationnistes d'importantes banques centrales prolongeant la visibilité du cycle.

À l'échelle régionale, l'économie canadienne devrait croître à un rythme plus lent bien que suivant la tendance en 2019. Le ralentissement temporaire observé dans le secteur de l'énergie devrait se renverser, étant donné qu'une plus grande clarté en matière d'échanges commerciaux devrait raviver les investissements et les exportations, aidant par le fait même à se détourner du consommateur épuisé qui est devenu vulnérable dans un contexte de coût d'emprunt élevé.

Dans l'intervalle aux États-Unis, nous nous attendons à ce que la croissance se modère en 2019 par rapport au rythme soutenu de 2018 alors que l'élan fiscal et monétaire s'amenuisera. Toutefois, une croissance supérieure à la tendance devrait contribuer à exercer une pression à la hausse sur les prix, alors que le consommateur puissant demeurera une importante source de stabilité financière, ce qui, globalement, devrait permettre aux taux de la Réserve fédérale américaine de remonter à la fin de 2019 si les vulnérabilités économiques et financières se dissipent.

À l'étranger, le moral a été miné par des facteurs temporaires ayant été exacerbés par des tensions en matière de commerce international, mais la croissance devrait reprendre un rythme respectable alors que les facteurs transitoires qui pesaient sur l'économie mondiale se dissiperont. Parallèlement, les perspectives de l'économie britannique dépendent directement de l'issue du Brexit, qui demeure hautement incertaine à l'heure actuelle.

Par ailleurs, les décideurs chinois ont réagi au contexte macroéconomique erratique avec une pléthore de mesures de stimulation monétaire, dont des réductions d'impôt pour les entreprises et les particuliers, des dépenses d'investissement en infrastructures et des obligations moins élevées au titre des réserves pour les banques. En réaction à ces stimulus, nous observons certains signes avant-coureurs de stabilisation, dans un contexte où les progrès réalisés en matière d'échanges commerciaux devraient amenuiser les craintes d'atterrissage en catastrophe et permettre à l'économie chinoise d'atteindre un niveau plancher, et par ricochet, avoir une incidence favorable sur la croissance mondiale.

Sommaire du rendement du portefeuille

Stratégies à revenu fixe

En dépit de la grande volatilité ayant marqué le quatrième trimestre de 2018, la majorité des stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des résultats positifs par rapport aux indices de référence pour les douze mois clos le 31 mars 2019, en raison de placements fructueux dans des titres de crédit. Au cours des cinq dernières années (ou depuis la création si la date de création est dans les cinq dernières années), ces stratégies ont permis de réaliser un excellent rendement, la plupart excédant leur indice de référence.

Mandats équilibrés

Les mandats équilibrés ont connu un rendement exceptionnellement bon au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2019, la majorité de ceux-ci affichant un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif.

Pour les cinq dernières années, le rendement était également substantiellement plus élevé que les indices de référence pertinents, se situant dans le haut de la fourchette à un chiffre, les stratégies étant pour la plupart classées dans le premier quartile.

Stratégies fondées sur des actions

La période de six mois close le 31 mars 2019 a été caractérisée par des marchés hostiles au quatrième trimestre de 2018, puis par une reprise du marché au cours des trois premiers mois de 2019. En conséquence, ce fut une bonne période de douze mois. Dans l'ensemble, l'exercice 2018 a été un autre excellent exercice pour la plupart des stratégies fondées sur des actions, alors que les gestionnaires de fonds ont continué de mettre l'accent sur la qualité. La plupart des stratégies ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de l'exercice, et bon nombre ont également figuré dans le premier quartile. Bien que nos stratégies Actions canadiennes et Actions mondiales aient connu un rendement exceptionnel, cette dernière stratégie a été victime de son propre succès, la capacité en ayant été altérée en raison d'une trop forte demande des clients.

Stratégies de placement privé alternatives

Stratégie de placement liquide

L'exercice a été éprouvant pour les fonds de couverture dans l'ensemble du secteur, alors que bon nombre de ceux-ci ont été pris au dépourvu par le revirement de situation au cours du quatrième trimestre, lequel a par la suite été inversé en partie par la reprise des marchés au cours du premier trimestre. Le rendement des cinq dernières années demeure solide.

Stratégies de placement privé

Nos stratégies de placement privé alternatives ont connu un excellent rendement pour la période de douze mois close le 31 mars 2019. Ces stratégies gagnent de plus en plus en popularité en raison du fait qu'elles offrent un rendement attrayant conjugué à une volatilité faible et à une faible corrélation avec les catégories d'actifs traditionnels.

À cet effet, la Société continue de développer des solutions pour répondre à la demande croissante de stratégies de placement alternatives générant des flux de rendement stables grâce à des investissements en immobilier, en infrastructures, en financement privé et en agriculture.

Nous avons progressivement mis sur pied une plateforme qui a répondu aux attentes des clients ou les a surpassées et qui est bien adaptée à l'environnement actuel. Nos stratégies performantes pour les catégories d'actifs traditionnels, fonds de couverture, stratégies non traditionnelles innovantes ayant pour objectif la diversification des sources de rendement, ainsi que notre gamme de solutions autres sont conçus pour répondre aux besoins particuliers et très diversifiés des clients, qu'il s'agisse d'enjeux liés aux obligations, de préoccupations liées à la gestion des risques baissiers, d'expositions importantes au change, de questions liées aux facteurs de risque environnementaux, sociaux et de gouvernance ou à des d'objectifs généraux en matière de répartition des actifs.

Nous continuons de nous efforcer de répondre aux besoins en constante évolution de nos clients de par le monde grâce à notre stratégie de développement qui tire parti de notre vision en constante évolution du monde et de notre vaste bassin de talents. Nous avons la capacité d'établir des partenariats avec nos clients visant des solutions globales de portefeuille et sommes heureux de faire partie de leur solution globale.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 mars 2019

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	66,5									
Revenu fixe actif et stratégique- Gestion intégrée crédit		5,06	0,18	T2	4,16	0,27	T3	1 ^{er} mars 2012	Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		5,54	0,27	T1	4,01	0,46	T1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		5,42	0,15	T2	3,85	0,08	T3	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Obligations à haut rendement		4,01	-0,72	T3	4,34	0,01	T3	1 ^{er} févr. 2002	85 % Merrill Lynch High Yield Corp B-BB couvert en \$ CA, 15 % Merrill Lynch High Yield Corp CCC couvert en \$ CA	
Actions privilégiées opportunités		-11,68	-3,48	s. o.	3,38*	0,79*	s. o.	1 ^{er} août 2015	Solactive Laddered Preferred Share	
Actions privilégiées – Gestion valeur relative		-9,45	-2,68	s. o.	1,15	1,13	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice S&P/TSX d'actions privilégiées	
Obligations infrastructure		7,43	-0,12	s. o.	7,23	0,48	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE	
Revenu fixe et stratégique – actions privilégiées – Gestion active univers		5,27	0,00	T3	4,45*	0,17*	T2	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe et stratégique – Gestion stratégique univers		5,57	0,30	s. o.	4,09*	0,41*	s. o.	1 ^{er} déc. 2017	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		4,53	-0,10	s. o.	2,36	-0,18	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		4,53	0,36	s. o.	2,36	0,34	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	4
Tax Efficient Core Plus		5,15	0,53	s. o.	3,05	0,51	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		4,29	-0,04	s. o.	2,35	0,04	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		4,29	0,09	s. o.	2,35	0,17	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	4
Équilibré	3,9									
Fonds équilibré « Core »		8,70	1,80	T1	8,07	1,67	T1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		8,70	2,04	T1	8,17	1,83	T1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Actions	63,5									
Actions canadiennes		13,31	5,20	T1	9,3	3,86	T1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		7,63	-0,48	T2	6,72	1,28	T2	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		-4,42	-12,53	T4	3,41	-2,03	T4	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		1,81	3,62	T2	3,57	3,35	T3	1 ^{er} janv. 1987	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-0,14	1,68	T2	3,82	3,6	T2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		21,40	7,93	T1	18,34	3,11	T1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		8,28	8,50	T1	10,63	4,32	T1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales multidevises en dollars canadiens		15,46	7,68	T1	15,42	4,49	T1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
CGOV à actions totales		6,62	-1,48	T3	9,07	-0,35	T1	1 ^{er} avril 1999	65 % Indice MSCI Monde/ 35 % Indice composé S&P/TSX	
Apex Large Cap Growth		12,93	0,18	T2	13,11	-0,39	T2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	4
Apex Mid Cap Growth		16,77	5,25	T1	16,31	5,42	T1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	4
Apex Smid Growth		4,00	-3,53	T4	8,68	-1,02	T3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	4
Apex Small Cap Growth		7,39	3,56	T3	5,80	-2,61	T3	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	4
Marchés Émergents de City National Rochdale		-10,61	-3,20	T4	6,03	2,35	T1	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	4
Emerging Markets Core Growth		-7,22	0,19	T2	5,95	2,27	T1	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	4
Emerging Markets Growth & Income		-2,76	4,52	T1	4,01	0,33	T3	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	4
Frontier Markets		-15,71	-0,81	T2	7,41	6,84	T1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	4
Placements non traditionnels	11,0									
Fonds – Marché neutre nord-américain		2,84	–	s. o.	4,04	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		3,86	–	s. o.	7,78	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		8,31	–	s. o.	6,49	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		2,09	–	s. o.	4,39	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		0,16	–	s. o.	5,08	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	4
OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund		-17,09	–	s. o.	3,65	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2009	Rendement absolu	4
Fonds – Infrastructure		5,95	–	s. o.	6,40	–	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		8,82	–	s. o.	6,40	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Rendement absolu	
Fonds Fiera Agriculture mondiale		3,35	–	s. o.	0,72*	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2017	Rendement absolu	
Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques Core		6,32	–	s. o.	6,3*	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2017	Rendement absolu	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		8,48	–	s. o.	7,65	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera Properties Mezzanine Financing Fund		8,37	–	s. o.	10,20	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		9,26	–	s. o.	9,72	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
TOTAL DES ACTIFS SOUS GESTION	144,9									

Notes :

- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
 - L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
 - L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
 - Rendements en dollars américains
- Renseignements importants :**
- Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
 - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
 - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
 - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
 - Les rendements présentés présumant le réinvestissement de tous les dividendes.
 - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
 - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
 - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
 - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
 - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion aux 31 mars 2019 et 2018 et au 31 décembre 2018, ainsi que pour les trimestres clos à ces dates.

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	144 861	136 675	131 360	8 186	13 501

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	129 093	128 561	112 181	532	16 912
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 557	8 309	1 573	(6 752)	(16)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	50	9 498	(103)	(9 448)	153
Autres revenus	12 085	10 595	6 330	1 490	5 755
	142 785	156 963	119 981	(14 178)	22 804
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	109 020	122 440	97 520	13 420	(11 500)
Frais des gestionnaires externes	182	560	367	378	185
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 415	12 468	10 022	53	(2 393)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 084	1 179	947	95	(137)
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	5 057	–	–	(5 057)	(5 057)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 128	3 399	928	271	(2 200)
Frais d'acquisition	1 707	2 966	3 018	1 259	1 311
(Profit) perte réalisé sur placements	5	(171)	27	(176)	22
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	–	26	–	26	–
Perte sur disposition d'actifs et d'immobilisations corporelles	300	55	–	(245)	(300)
Intérêts sur les contrats de location	1 284	–	–	(1 284)	(1 284)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	7 398	10 147	4 761	2 749	(2 637)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	6 491	8 332	4 467	1 841	(2 024)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(546)	191	–	737	546
Total des charges	147 525	161 592	122 057	14 067	(25 468)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(4 740)	(4 629)	(2 076)	(111)	(2 664)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1 844	(3 056)	17	(4 900)	(1 827)
Résultat net	(6 584)	(1 573)	(2 093)	(5 011)	(4 491)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(6 553)	(1 709)	(2 193)	(4 844)	(4 360)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(31)	136	100	(167)	(131)
Résultat net	(6 584)	(1 573)	(2 093)	(5 011)	(4 491)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,40	0,41	0,32	(0,01)	0,08
Résultat net	(0,07)	(0,02)	(0,02)	(0,05)	(0,05)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,29	0,24	(0,03)	0,02
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,40	0,41	0,32	(0,01)	0,08
Résultat net	(0,07)	(0,02)	(0,02)	(0,05)	(0,05)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,29	0,24	(0,03)	0,02

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 28. Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 4 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 31 MARS 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	41 793	58 335
Débiteurs	146 508	148 459
Autres actifs courants	57 522	50 654
Total des actifs courants	245 823	257 448
Goodwill	626 338	631 699
Immobilisations incorporelles	510 825	529 062
Actifs au titre du droit d'utilisation	111 163	–
Autres actifs non courants	43 652	42 398
Total des actifs	1 537 801	1 460 607
Créditeurs et charges à payer	88 916	144 059
Autres passifs courants	87 030	46 260
Total des passifs courants	175 946	190 319
Dettes à long terme	435 163	421 139
Obligations locatives	114 186	–
Débiteures convertibles	79 324	79 008
Obligations au titre du prix d'achat	94 114	98 221
Impôt sur le résultat différé	11 780	12 489
Autres passifs non courants	22 925	25 705
Total des passifs	933 438	826 881
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	603 626	632 958
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	737	768
	604 363	633 726
Total des passifs et des capitaux propres	1 537 801	1 460 607

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 8, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 5 et 6 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 5 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	136 675	143 475	128 901
Variation nette	8 186	(6 800)	2 459
Acquisitions	–	–	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	144 861	136 675	131 360
Actifs sous gestion moyens	141 887	137 995	130 512

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	LE 31 DÉCEMBRE 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	LE 31 MARS 2019
Marchés institutionnels	71 958	680	(1 407)	128	5 644	(514)	–	76 489
Gestion privée	31 317	720	(220)	(74)	1 473	(520)	–	32 696
Marché des conseillers aux investisseurs	33 400	249	(381)	(238)	2 850	(204)	–	35 676
Actifs sous gestion à la clôture de la période	136 675	1 649	(2 008)	(184)	9 967	(1 238)	–	144 861

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 8,2 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 144,9 milliards de dollars au 31 mars 2019, contre 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018. Cette hausse s'explique principalement par l'appréciation des marchés de 10,0 milliards de dollars, combinée à des nouveaux mandats remportés de 1,6 milliard de dollars au cours de la période. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 2,0 milliards de dollars et par une contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2019. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence négative sur les actifs sous gestion de la Société d'environ 1,2 milliard de dollars au cours du premier trimestre de 2019.

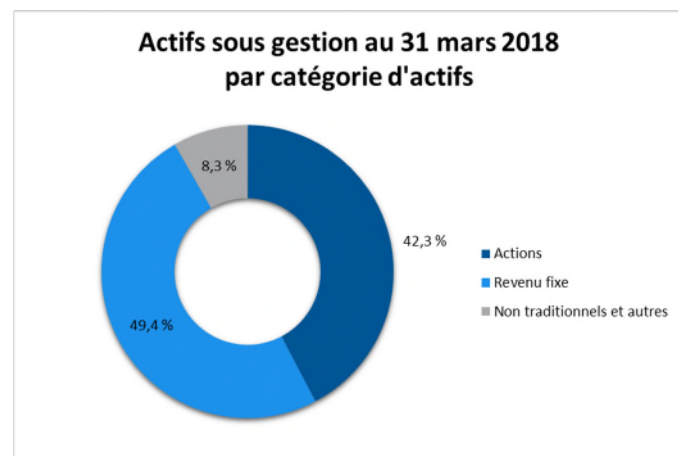
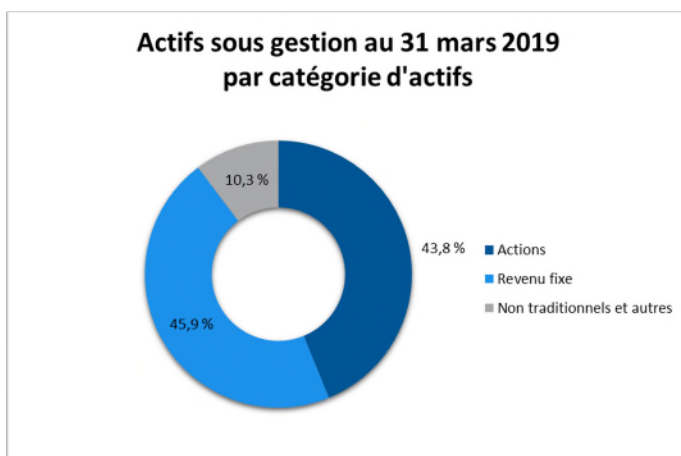
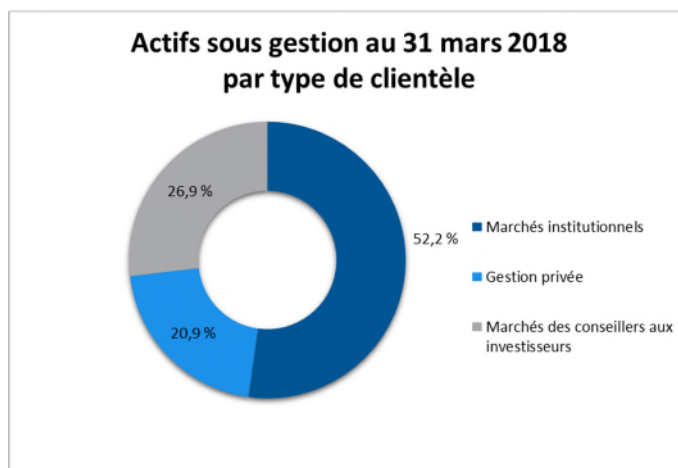
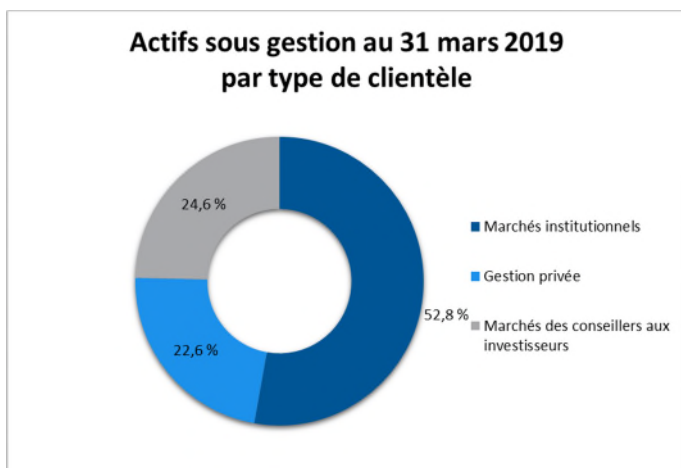
Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 76,5 milliards de dollars au 31 mars 2019, contre 72,0 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018. Cette augmentation est attribuable à l'appréciation du marché de 5,6 milliards de dollars combinée aux nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars attribuables essentiellement aux activités au Canada, au déploiement de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives, aux activités en Europe, ainsi qu'à une contribution nette positive de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre. La hausse des actifs sous gestion est partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 1,4 milliard de dollars au cours du trimestre en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement ou ont opté pour d'autres catégories d'actifs. Enfin les fluctuations du taux de change du dollar américain ont eu une incidence négative d'environ 0,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 1,4 milliard de dollars, ou 4 %, pour atteindre 32,7 milliards de dollars au 31 mars 2019, contre 31,3 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette hausse est avant tout attribuable à l'appréciation des marchés de 1,5 milliard de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars, découlant essentiellement des activités aux États-Unis. La hausse des actifs sous gestion a été partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Le total des actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs a augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 35,7 milliards de dollars au 31 mars 2019, contre 33,4 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette augmentation s'explique principalement par une appréciation des marchés de 2,9 milliards de dollars, combinée à des nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre. La hausse des actifs sous gestion a été en partie contrebalancée par des mandats perdus de 0,4 milliard de dollars, essentiellement en raison du fait que des clients ont opté pour d'autres catégories d'actifs et par des contributions nettes négatives de 0,2 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 mars 2019 et au 31 mars 2018, respectivement.



Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Tableau 7 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	63 057	60 926	50 867	2 131	12 190
Gestion privée	33 609	34 341	27 348	(732)	6 261
Marché des conseillers aux investisseurs	32 427	33 294	33 966	(867)	(1 539)
Total des honoraires de gestion	129 093	128 561	112 181	532	16 912
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 557	8 309	1 573	(6 752)	(16)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	50	9 498	(103)	(9 448)	153
Total des honoraires de performance	1 607	17 807	1 470	(16 200)	137
Autres revenus	12 085	10 595	6 330	1 490	5 755
Total des produits	142 785	156 963	119 981	(14 178)	22 804

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, les produits se sont accrus de 22,8 millions de dollars, ou 19 %, pour se fixer à 142,8 millions de dollars, contre 120,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement de la prise en compte de la croissance interne découlant des nouveaux mandats et de l'apport accru des clients, combinées aux produits additionnels émanant des acquisitions de CGOV en mai 2018 et de Clearwater en août 2018 et autres revenus découlant essentiellement d'un profit sur les contrats de change à terme, comparativement à une perte pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 16,9 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 129,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 112,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019 ont augmenté de 12,2 millions de dollars, ou 24 %, pour se fixer à 63,1 millions de dollars, comparativement à 50,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables aux acquisitions de Clearwater et de CGOV, combinés à l'augmentation des produits attribuable à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats principalement dans la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada, et de la croissance des stratégies de placement privé alternatives.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 6,3 millions de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 33,6 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 27,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'acquisition de CGOV, partiellement compensée par la diminution des produits des activités aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs sont demeurés stables à 32,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à 34,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Honoraires de performance

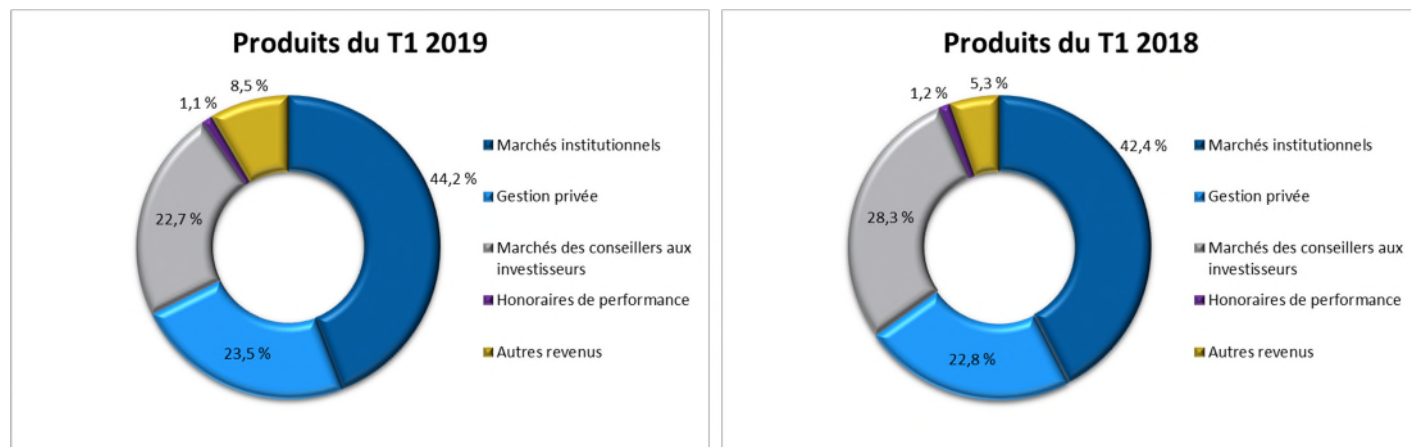
Les honoraires de performance sont demeurés stables à 1,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 5,8 millions de dollars, ou 91 %, pour s'élever à 12,1 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 6,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement à la hausse des produits au Canada découlant de modifications apportées à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15, présentant les produits sur une base brute par opposition au fait qu'ils étaient auparavant présentés sur une base nette dans les charges d'exploitation, combinée à la hausse des autres produits découlant du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 des suites de la transaction de CNR en décembre 2017 et à un profit de 0,9 million de dollars sur les contrats de change à terme, comparativement à une perte de 1,3 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, les produits ont diminué de 14,2 millions de dollars, ou 9 %, pour se fixer à 142,8 millions de dollars, comparativement à 157,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette baisse des produits s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance, partiellement contrebalancée par la hausse des autres revenus et des honoraires de gestion de base.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 0,5 million de dollars, ou 0,4 %, pour s'établir à 129,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 128,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 2,2 millions de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 63,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 60,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. L'augmentation séquentielle tient surtout d'une hausse des produits découlant des stratégies de placement privé alternatives et de l'acquisition de Clearwater.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont diminué de 0,7 million de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 33,6 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, par rapport à 34,3 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. La diminution est principalement attribuable au recul des produits des activités aux États-Unis et au reclassement des produits au titre des stratégies de placement privé alternatives au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 0,9 million de dollars, ou 3 %, pour s'élever à 32,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 33,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018, ce qui s'explique principalement par la diminution des honoraires de gestion attribuable aux activités canadiennes des suites de la vente de la participation de la Société dans Fonds Fiera Capital inc. et de neuf fonds communs de placement à Canoe.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 1,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 17,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018, car les honoraires de performance sont habituellement comptabilisés en juin et décembre.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 12,1 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une hausse de 1,5 million de dollars, soit 14 %, comparativement à 10,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette diminution est essentiellement imputable à un profit de 0,9 million de dollars de couverture comptabilisé au premier trimestre de 2019, comparativement à une perte de 3,1 millions de dollars comptabilisée au trimestre précédent, contrebalancée en partie par la diminution des autres revenus de 3,9 millions de dollars de la plateforme des stratégies de placement privé alternatives comptabilisés à la clôture de l'exercice.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 11,3 millions de dollars, ou 12 %, pour s'établir à 109,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, contre 97,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une hausse du volume découlant de la croissance et des acquisitions de la Société contrebalancée en partie par un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16 *Contrats de location* au 1^{er} janvier 2019.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont diminué de 13,8 millions de dollars, ou 11 %, pour se chiffrer à 109,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, contre 123,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse des charges liées aux honoraires de performance comptabilisées au trimestre précédent clos le 31 décembre 2018 et à un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16, *Contrats de location* au 1^{er} janvier 2019.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,1 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une hausse de 0,2 million de dollars, ou 25 %, contre 0,9 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de diverses acquisitions survenues en 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 12,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une hausse de 2,4 millions de dollars, ou 24 %, contre 10,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

La dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établie à 5,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre néant pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,1 million de dollars, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à celui de 1,2 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable à 12,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à 12,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

La dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établie à 5,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre néant pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 2,6 millions de dollars, soit 55 % pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, pour se fixer à 7,4 millions de dollars, contre 4,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence nette des swaps de devises et de taux, combinée à l'incidence de la réévaluation des instruments financiers libellés en devises, ainsi qu'à une charge d'intérêts plus élevée sur les débetures convertibles et la dette à long terme.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 7,4 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, soit une baisse de 2,7 millions de dollars, ou 27 % comparativement à 10,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette diminution est principalement attribuable à l'incidence nette des swaps de devises et de taux d'intérêt, combinée à l'incidence de la réévaluation des instruments financiers libellés en devises.

Intérêts sur les contrats de location

Des suites de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, l'intérêt sur les contrats de location se chiffrait à 1,3 million de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre néant au trimestre précédent et au trimestre comparable clos le 31 mars 2018 (voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 28).

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 6,5 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, en regard d'une charge de 4,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable aux transactions de CNR et de Clearwater et aux hausses de produits connexes.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 6,5 millions de dollars a été inscrite au premier trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à une charge de 8,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. La diminution est essentiellement attribuable à la réévaluation au paiement exécuté au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 0,9 million de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 4,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 3,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, partiellement contrebalancé par la diminution des coûts d'acquisition au cours du premier trimestre de 2019, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts se sont établis à 4,8 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2019, représentant une diminution de 1,6 million de dollars, ou 26 %, comparativement à 6,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à la diminution des coûts d'acquisition au premier trimestre de 2019 par rapport au trimestre précédent clos le 31 décembre 2018.

Résultat net

RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (6,6) millions de dollars, ou (0,07) \$ par action (de base et dilué), contre une perte nette de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à une augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles, à une hausse de la charge d'intérêts et à une charge de désactualisation plus élevée et à la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ayant principalement trait aux transactions de CNR et de Clearwater, compensée en partie par la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (6,6) millions de dollars, ou (0,07) \$ par action (de base et dilué) contre un résultat net de (1,7) million de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. La diminution du résultat net est essentiellement attribuable à la charge d'impôt au premier trimestre de 2019 par rapport au crédit d'impôt pour le trimestre correspondant, combinée à la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles, facteurs partiellement compensés par une hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession d'actifs, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession des participations dans des coentreprises et des filiales, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

La Société a procédé à la première application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué l'IFRS 16 selon l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation qui représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux, son équipement et autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Ainsi, les données comparatives présentées n'ont pas été retraitées et sont présentées conformément à l'IAS 17, *Contrats de location*. L'incidence de l'adoption est présentée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société définit *la marge du BAIIA ajusté* comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action¹⁾ de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2018.

Tableau 8 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Résultat net	(6 584)	(1 573)	(2 093)	(5 011)	(4 491)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1 844	(3 056)	17	4 900	1 827
Amortissement des immobilisations corporelles	1 084	1 179	947	(95)	137
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 415	12 468	10 022	(53)	2 393
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	5 057	–	–	5 057	5 057
Intérêts sur les contrats de location	1 284	–	–	1 284	1 284
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	7 398	10 147	4 761	(2 749)	2 637
BAIIA¹⁾	22 498	19 165	13 654	3 333	8 844
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 128	3 399	928	(271)	2 200
Frais d'acquisition	1 707	2 966	3 018	(1 259)	(1 311)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	6 491	8 332	4 467	(1 841)	2 024
Perte (profit) réalisé sur placements	5	(171)	27	176	(22)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	300	81	–	219	300
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(546)	191	–	(737)	(546)
Rémunération fondée sur des actions	5 234	5 359	6 745	(125)	(1 511)
BAIIA ajusté¹⁾	38 817	39 322	28 839	(505)	9 978
Par action (de base)	0,40	0,41	0,32	(0,01)	0,08
Par action (dilué)	0,40	0,41	0,32	(0,01)	0,08

¹⁾ Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, le BAIIA ajusté a été en hausse de 10,0 millions de dollars, ou 35 %, pour atteindre 38,8 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), contre 28,8 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Mesures non conformes aux IFRS

Le BAIIA ajusté du premier trimestre clos le 31 mars 2019 a augmenté essentiellement du fait de la transaction de CNR et de l'acquisition de CGOV, combinées aux produits tirés du déploiement des stratégies de placement privé alternatives et de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, le BAIIA ajusté s'est établi à 38,8 millions de dollars ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une diminution de 0,5 million de dollars, ou 1 %, comparativement à 39,3 millions de dollars, soit 0,41 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 31 décembre 2018. Cette diminution séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la diminution des honoraires de performance contrebalancée en partie par la hausse des honoraires de gestion et autres revenus, par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives et par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 9 – rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017
Résultat net	(6 584)	(1 573)	1 127	(2 215)	(2 093)	1 084	4 771	504
Impôt sur le résultat (recouvrement)	1 844	(3 056)	969	1 641	17	5 185	(263)	(797)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964	976	956
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	5 057	–	–	–	–	–	–	–
Intérêt sur les contrats de location	1 284	–	–	–	–	–	–	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	7 398	10 147	5 393	5 054	4 761	4 835	2 641	1 827
BAIIA¹⁾	22 498	19 165	20 414	15 986	13 654	20 846	18 612	13 390
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851
Frais d'acquisition	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	6 491	8 332	5 978	5 720	4 467	2 880	375	1 289
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	5	(171)	(3)	2	27	(128)	2	(8)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	300	81	1	–	–	42	480	371
Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente	(546)	191	–	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928
BAIIA ajusté¹⁾	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020	28 480
PRODUITS	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349
Marge du BAIIA ajusté	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35
Dilué	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34

¹⁾ Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* en 2017.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives préalables au 31 décembre 2017 portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 septembre 2018, la société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 30 septembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2018.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 10 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 MARS 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(6 553)	(1 709)	(2 193)	(4 844)	(4 360)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 084	1 179	947	(95)	137
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 415	12 468	10 022	(53)	2 393
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	5 057	-	-	5 057	5 057
Rémunération fondée sur des actions ^{*)}	5 234	5 359	6 745	(125)	(1 511)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	3 128	3 399	928	(271)	2 200
Frais d'acquisition ^{*)}	1 707	2 966	3 018	(1 259)	(1 311)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles ^{*)}	6 807	8 692	4 784	(1 885)	2 023
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)}	(546)	191	-	(737)	(546)
Déduire : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	3 460	4 294	2 590	834	(870)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	24 873	28 251	21 661	(3 378)	3 212
Par action (de base)					
Résultat net	(0,07)	(0,02)	(0,02)	(0,05)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,26	0,29	0,24	(0,03)	0,02
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,07)	(0,02)	(0,02)	(0,05)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,26	0,29	0,24	(0,03)	0,02

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 24,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre 21,7 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2019 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 23,8 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 7,6 millions de dollars, ou 0,08 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectifs sur les obligations convertibles et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 24,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2018, qui s'était établi à 28,3 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base et dilué). Cette diminution s'explique en grande partie par une baisse des produits imputable à la diminution des honoraires de performance contrebalancée en partie par une diminution des charges d'exploitation.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 11 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877
Amortissement des immobilisations corporelles	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964	976	956
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	5 057	–	–	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions *)	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*)	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851
Frais d'acquisition*)	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles*)	6 807	8 692	6 285	6 058	4 784	2 880	375	1 289
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*)	(546)	191	–	–	–	–	–	–
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	–	–	–	6 017	–	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ⁹⁾	3 460	4 294	2 902	2 661	2 590	2 580	933	2 340
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	24 873	28 251	27 533	23 792	21 661	29 238	23 059	25 120
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Situation de trésorerie et sources de financement

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 12 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2019	LE 31 MARS 2018
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	(21 192)	(25 718)
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(5 847)	(3 774)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	11 790	39 478
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(15 249)	9 986
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(4 722)	1 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	52 466	41 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	32 495	52 382

Activités depuis le début de l'exercice

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 21,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Ce montant découle essentiellement des entrées de trésorerie de 27,5 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, facteurs contrebalancés en partie par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 49,0 millions de dollars (voir la note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018).

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 5,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, en raison essentiellement de sorties de trésorerie de 8,8 millions de dollars liées au règlement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat et à des sorties de trésorerie de 3,4 millions de dollars liées à l'achat d'immobilisations corporelles, combinées à une diminution de 5,9 millions de dollars de la trésorerie soumise à restrictions, partiellement compensées par des entrées de trésorerie de 12,0 millions de dollars générées par la cession d'actifs (voir la note 5 des états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018).

Situation de trésorerie et sources de financement

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 11,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, en raison principalement de la hausse de la dette à long terme de 21,7 millions de dollars, partiellement compensée par des paiements locatifs de 4,8 millions de dollars, des paiements d'intérêts sur la dette à long terme de 4,0 millions de dollars et des charges de financement de 1,4 million de dollars liées au règlement d'instruments financiers dérivés au cours de la période.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont une incidence négative de 4,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 21,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à des sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 25,7 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation positive découle principalement de la hausse de 10,0 millions de dollars du BAIIA ajusté d'un exercice sur l'autre, tel qu'il est décrit à la rubrique « *BAIIA ajusté* », contrebalancé en partie par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 3,8 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 5,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, en regard de 3,8 millions de dollars pour l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par une hausse des sorties de trésorerie aux fins du règlement de l'ajustement et des obligations au titre du prix d'achat de 7,8 millions de dollars et à la hausse des sorties de trésorerie au titre de la trésorerie soumise à des restrictions de 5,9 millions de dollars, combinée à une hausse des sorties de trésorerie aux fins d'achat d'immobilisations corporelles de 3,0 millions de dollars, contrebalancées en partie par la hausse des entrées de trésorerie tirées de la cession d'actifs de 12 millions de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 11,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 39,5 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à des emprunts moins élevés de 19,5 millions de dollars et à une émission d'actions moindre de 1,7 million de dollars, combinés à des sorties de 4,8 millions de dollars pour les paiements locatifs au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2019, contre néant pour la période correspondante de l'exercice précédent et à l'incidence négative d'un montant de 1,8 million de dollars lié au règlement d'instruments financiers dérivés.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence défavorable de 4,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019, contre une incidence favorable de 1,3 million de dollars pour l'exercice précédent.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dette à long terme

Tableau 13 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 31 MARS 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	437 231	422 805
Autres facilités	–	919
Charges de financement différées	(2 068)	(2 197)
	435 163	421 527
Moins la partie courante	–	(388)
Partie non courante	435 163	421 139

Facilité de crédit

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. L'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %, et ce, sous réserve de certaines modalités.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'ancienne entente de crédit, aucun versement minimal n'était prévu sur la facilité à terme jusqu'au 31 mai 2019, et jusqu'au 25 mars 2020 sur la facilité renouvelable, dates auxquelles les montants prélevés étaient remboursables intégralement. Le 28 mai 2018, la facilité de crédit à terme a été résiliée et les soldes prélevés à cette date ont été convertis et transférés dans la facilité.

Situation de trésorerie et sources de financement

Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Au 31 mars 2019, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 23,542 millions de dollars canadiens et de 309,659 millions de dollars américains (413,689 millions de dollars canadiens) [123,500 millions de dollars canadiens et 219,4 millions de dollars américains (299,305 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2018].

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière consolidés.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 31 mars 2019, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit et celles-ci étaient également respectées au 31 décembre 2018. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

Autres facilités

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société avait un emprunt bancaire à rembourser de 0,231 million de dollars à l'égard duquel des paiements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens étaient requis. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt). L'échéance initiale de ce prêt était le 30 juin 2019, toutefois, la filiale a remboursé le total de l'encours en janvier 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens. Cette ligne de crédit portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit, laquelle a été annulée en janvier 2019.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 mars 2019, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2018).

Situation de trésorerie et sources de financement

Débetures convertibles

Tableau 14 – Débetures convertibles (en milliers de dollars)

	Au 31 mars 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 031)	(4 031)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 568)
Charge de désactualisation sur la composante capitaux propres	1 673	1 357
Solde à la clôture de l'exercice	79 324	79 008

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débetures convertibles non garanties à 5 % venant à échéance le 23 juin 2023, pour un produit brut de 86,25 millions de dollars canadiens. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débetures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »). Les débetures convertibles ne pourront pas être rachetées par la Société avant le 30 juin 2021, mais pourront l'être à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, aucun montant n'a été versé au titre des intérêts courus. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un montant de 4,431 millions de dollars a été versé au titre des intérêts en trésorerie courus depuis l'émission des débetures convertibles non garanties jusqu'au 31 décembre 2018.

Capital social

Au 31 mars 2019, la Société avait 78 054 445 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 97 466 846 actions en circulation, contre 71 293 598 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 444 490 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 90 738 088 actions en circulation au 31 mars 2018.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débetures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, la Société et une de ses filiales assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement, établi sur une base non consolidée, conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, se sont conformées à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales se sont également conformées à leurs clauses restrictives aux termes des différentes facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt.

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2019, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « *Obligations contractuelles* » du rapport de gestion annuel 2018 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Paiements fondés sur des actions

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018 est présenté ci-après :

Tableau 15 – Transactions sur options

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Attributions	–	–	20 000	11,23
Exercices	(40 000)	7,41	(240 709)	8,22
Renoncements	(195 000)	13,44	(20 252)	13,58
En circulation à la clôture de la période	3 742 191	12,19	3 942 891	12,07
Options exerçables à la clôture de la période	1 247 812	11,13	694 512	8,08

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Une UAD équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge de 0,01 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 [un recouvrement de (0,032 million de dollars) au cours du trimestre clos le 31 mars 2018]. Au 31 mars 2019, la Société avait inscrit un passif de 0,105 million de dollars pour les 8 395 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,095 million de dollars pour les 8 395 unités au 31 décembre 2018).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Tableau 16 – Transactions sur les UAR

	2019	2018
Parts en circulation à l'ouverture de la période	258 560	608 635
Acquisitions de droits	–	(125 646)
Parts en circulation à la clôture de la période	258 560	482 989

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,575 million de dollars et de 1,002 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, respectivement. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, 125 646 actions de catégorie A ont été émises en règlement des droits aux UAR (néant en 2019). Au 31 mars 2019, la Société avait un passif s'élevant à 2,334 millions

Paievements fondés sur des actions

de dollars pour les 258 560 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (1,759 millions de dollars pour les 258 560 unités au 31 décembre 2018).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Tableau 17 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2019	2018
Parts en circulation à l'ouverture de la période	528 308	504 380
Acquisition de droits	(10 589)	(9 917)
Parts en circulation à la clôture de l'exercice	517 719	494 463

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,978 million de dollars et de 0,187 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, respectivement. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, les droits sur 10 589 unités ont été acquis (9 917 en 2018), et un montant de 0,128 million de dollars (0,262 million de dollars en 2018) a été payé en guise de règlement de ces unités. En outre, un montant total de 1,655 million de dollars a été payé au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 en règlement des unités dont les droits ont été acquis en 2018.

Au 31 mars 2019, la Société avait inscrit un passif totalisant 3,623 millions de dollars pour les 517 719 unités en circulation (4,305 millions de dollars pour les 528 308 unités au 31 décembre 2018).

Régime d'actions assujetties à des restrictions

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Par conséquent, le 21 mars 2019, le Conseil d'administration a approuvé la résiliation du régime d'actions assujetties à des restrictions à cette même date.

Aucune charge n'a été comptabilisée au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre clos le 31 mars 2019 (une charge de 0,084 million de dollars a été comptabilisée au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 pour cette attribution).

Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Paiements fondés sur des actions

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 18 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	810	2 836
Attributions réglées en trésorerie	2 219	2 097
Total des charges	3 029	4 933

La valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à néant pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, 322 387 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2019).

Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,371 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Régime d'UALR

Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Paiements fondés sur des actions

Tableau 19 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	286	12
Attributions réglées en trésorerie	619	65
Total des charges	905	77

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux employés admissibles aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à néant et à 4,22 millions de dollars, respectivement. Aucune action de catégorie A n'a été émise au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2018 (19 819 en 2018).

Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018 s'est établie à 0,399 million de dollars et à 0,241 million de dollars, respectivement. Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 4,355 millions de dollars, montant présenté dans les états consolidés de la situation financière au 31 mars 2019 (3,956 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Transactions avec des parties liées

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Selon les modalités d'une ancienne convention avec un actionnaire lié, cet actionnaire lié avait le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion du placement par prise ferme comprenant des débentures convertibles non garanties et une émission d'actions de catégorie A le 21 décembre 2017 et des transactions des actionnaires subséquentes, la propriété réelle de la partie liée s'établissait à environ 17,9 % des actions émises et en circulation de la Société au 31 mars 2019 (18,0 % au 31 décembre 2018) et, par conséquent, la convention a pris fin et la partie liée n'a plus le droit de nommer deux des administrateurs de la Société. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 31 mars 2019, le deuxième actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,4 % des actions émises et en circulation de la Société (7,4 % au 31 décembre 2018). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs de la facilité de crédit de la Société.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 20 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Honoraires de gestion	11 656	10 861
Honoraires de performance	–	219
Autres revenus	4 901	1 774
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	409	474
Autres	161	212
Intérêts sur la dette à long terme	4 697	3 630
(Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	5 668	(478)

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mars 2019 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à www.sedar.com.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Placements

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 1,943 million de dollars et 2,301 millions de dollars, respectivement au 31 mars 2019 (4,574 millions de dollars et 4,857 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2018). Le profit réalisé et non réalisé totalisant 0,221 million de dollars a été comptabilisé dans les autres revenus au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 (profit de 0,058 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2018).

Débetures convertibles

Au 31 mars 2019, les débetures convertibles sont comptabilisées au coût amorti de 79,324 millions de dollars (79,008 millions de dollars au 31 décembre 2018). La juste valeur des débetures convertibles selon les cours du marché au 31 mars 2019 s'établissait à 88,415 millions de dollars (87,544 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat. Elle détermine la juste valeur de ses contrats de swap de taux d'intérêt et de swap sur devises en appliquant des techniques d'évaluation.

Instruments financiers

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

En milliers de dollars	Trimestre clos le 31 mars 2019	Au 31 mars 2019				
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
		Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	1 120	–	(804)	169 942	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	(3 619)	–	(906)	190 000	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(2 049)	474	(3 223)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	2 309	–	–	225 776	–

En milliers de dollars	Trimestre clos le 31 mars 2018	Au 31 décembre 2018				
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
		Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(1 456)	–	(1 672)	45 374	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	480	1 083	–	80 000	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(2)	860	(1 560)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	4 506	–	–	230 550	–

Présentation des instruments financiers dans les états financiers :

	Au 31 mars 2019	Au 31 décembre 2018
En milliers de dollars	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés ¹⁾	–	1 083
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	2 783	5 366
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(1 710)	(1 672)
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(3 223)	(1 560)

¹⁾ Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

Instruments financiers

a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction

Société

La Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois assortis de diverses durées à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant jusqu'à douze mois de produits futurs estimés libellés en dollars américains.

En mars 2019, la Société a conclu des contrats de change à terme pour gérer les risques de fluctuation de change liés à la contrepartie de l'acquisition de Palmer, qui était libellée en livres sterling. Ces contrats de change à terme arrivent à échéance en avril 2019.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert et donc, dans les autres revenus.

La Société a inscrit un profit de 0,901 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 (perte de 1,227 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018) et a reçu 0,276 million de dollars à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de la période (reçu 0,163 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2018). La juste valeur des contrats de change à terme est un passif de 0,612 million de dollars au 31 mars 2019 (passif de 1,237 million de dollars au 31 décembre 2018).

Filiales

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation du taux de change associé aux produits estimatifs libellés en euros et en livres sterling. Pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018, cette filiale a respectivement comptabilisé un profit de 0,219 million de dollars et une perte de 0,229 million de dollars. Un montant total de 0,024 million de dollars a été payé au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 en règlement de contrats (0,101 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018). Au 31 mars 2019, la juste valeur de ces contrats était un passif de 0,192 million de dollars (passif de 0,435 million de dollars au 31 décembre 2018).

b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société, la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux fondé sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart variant de 1,0 % à 2,5 %, soit en dollars canadiens à un taux fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société avait créé efficacement, au 31 mars 2019, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,94 % sur 190 millions de dollars canadiens (CDOR majoré de 1,57 % sur 80 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2018) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, soit l'équivalent de 190 millions de dollars canadiens (141,5 millions de dollars américains) [80 millions de dollars canadiens (59,4 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018) au TIOL majoré de 2,25 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,94 % au moyen d'un swap de devises d'un mois. Le contrat a été conclu le 29 mars 2019 et arrive à échéance le 30 avril 2019.

L'objectif de cette stratégie était de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancées par des profits (pertes) équivalent(e)s à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Instruments financiers

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable, et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières.

La Société a comptabilisé une perte de 3,619 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (profit de 0,48 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2018). Au cours d'un trimestre clos le 31 mars 2019, un total de 1,63 million de dollars a été reçu en règlement de ces contrats (un montant de 0,408 million de dollars a été payé pour le trimestre clos le 31 mars 2018). La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à un passif de 0,906 million de dollars au 31 mars 2019 (actif de 1,083 million de dollars au 31 décembre 2018).

c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

Le 31 mai 2017, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 100 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Au 31 mars 2019, le notionnel s'établissait à 30 millions de dollars canadiens (30 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2018). Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,335 %.

En mars 2018, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant des notionnels initiaux de 10 millions de dollars canadiens et 40 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,350 % (sur le contrat comportant un notionnel de 10 millions de dollars canadiens) et de 2,358 % (sur le contrat comportant un notionnel de 40 millions de dollars canadiens).

En mai 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 47 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,430 %.

En septembre 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 18 millions de dollars canadiens venant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,530 %.

En octobre 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 45 millions de dollars canadiens arrivant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,703 %.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 2,049 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 (perte de 0,002 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2018). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un actif de 0,474 million de dollars et à un passif de 3,223 millions de dollars au 31 mars 2019 (actif de 0,860 million de dollars et passif de 1,56 million de dollars au 31 décembre 2018).

d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

Le 31 mai 2017, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains comportant un notionnel initial de 125 millions de dollars américains et de 44 millions de dollars américains, respectivement, et arrivant à échéance le 31 mai 2022. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le TIOI à un mois pour un taux fixe de 1,84 %. Les intérêts sont réglés mensuellement.

Ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé un profit de 1,906 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,291 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 [profit de 3,066 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,468 million de dollars) au cours du trimestre clos le 31 mars 2018].

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un actif de 2,309 millions de dollars au 31 mars 2019 (actif de 4,506 millions de dollars au 31 décembre 2018).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOI sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit se chiffraient à 309,659 millions de dollars américains au 31 mars 2019 (219,4 millions de dollars américains 31 décembre 2018).

e) Option d'achat

Le 1^{er} décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1^{er} janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 31 mars 2019, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

Obligation au titre du prix d'achat - CNR

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des éléments suivants et déterminés de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé des taux de 9 % et de 10 % pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR se chiffrait à 70,564 millions de dollars canadiens au 31 mars 2019 (52,82 millions de dollars américains) et à 74,118 millions de dollars canadiens (54,331 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une variation de 350 points de base du taux de croissance du marché, comme une augmentation (ou une diminution) entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5,345 millions de dollars canadiens (4 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 300 points de base du taux des contributions nettes, comme une augmentation (diminution) entraînerait une hausse (baisse) d'environ 2,672 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, comme une hausse (un escompte) entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,672 millions de dollars (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 8,015 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 mars 2019.

Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 39,454 millions de dollars canadiens au 31 mars 2019 (29,53 millions de dollars américains) et à 39,955 millions de dollars canadiens (28,553 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 34,735 millions de dollars canadiens (26 millions de dollars américains) et 40,079 millions de dollars canadiens (30 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 mars 2019.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

IFRS 16, Contrats de location

La Société a procédé à la première application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16, *Contrats de location*, propose un modèle de comptabilisation unique des contrats de location au bilan par les preneurs. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé ses actifs au titre du droit d'utilisation représentant ses droits d'utilisation de ses bureaux, de son équipement et des autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, ainsi que de ses obligations locatives représentant ses obligations de verser des paiements de loyers.

La Société a appliqué l'IFRS 16, *Contrats de location*, au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information comparative présentée pour 2018 n'a pas été retraitée et est présentée, comme mentionné au préalable, aux termes de l'IAS 17, *Contrats de location*, et des interprétations connexes. Les détails des modifications apportées aux normes comptables sont présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société, et les notes y afférentes, pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

IFRS, interprétations et modifications révisées

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre IFRS découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications n'ont pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

Nouvelles normes comptables

IFRS publiées mais non encore adoptées

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, aucune nouvelle IFRS n'a été publiée ni aucune autre norme n'était encore en vigueur, lesquelles seraient susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société au cours de la période considérée et des périodes futures de présentation de l'information financière ainsi que sur les transactions dans un avenir prévisible.

FACTEURS DE RISQUE

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent avoir une incidence sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2018 de la Société, à la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements significatifs dans ces facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.



FIERACAPITAL